

## **COMMUNE DE BOURS**

### **DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 15 OCTOBRE 2025**

Date de la convocation : 09/10/2025

Nombre de conseillers en exercice : 14

Présents : 10

Votants : 13

L'an deux mille vingt-cinq, le quinze du mois d'octobre à 18 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de la commune de BOURS, légalement convoqué, s'est réuni, en session ordinaire, au nombre prescrit par la loi, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mr Julien NIGON, Maire.

#### **ORDRE DU JOUR :**

Approbation du procès-verbal de la réunion du conseil municipal du 02/07/2025

1 – Sollicitation du fonds d'aide aux communes au titre du reliquat 2025 auprès de la CA TLP.

2 – Autorisation de signature pour contrat de prestations avec la fédération Léo Lagrange.

3 – Mise à disposition de la salle des fêtes pour l'animation de cours collectifs de remise en forme.

4 – Adhésion de la commune au service commun unique d'instruction des autorisations du droit des sols (ADS) de la CA TLP.

5 – Participation au fonds de solidarité logement.

6 – Demande de subvention au titre des amendes de police.

7 – Demande d'admission de la commune de Barbazan Dessus à la CA TLP.

8 – Questions diverses

#### **Étaient présents les conseillers municipaux suivants :**

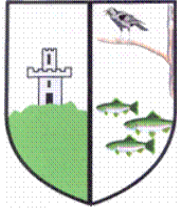
Julien NIGON - Marc POLENNE – Maryse GALIBERT - Sylvie COURREGES - Jean-Paul FRANCOIS – Maïté SALVI – Pierre PEPOUEY – Géraldine VIDAL – Bernard SOLANET – Richard DURAND

**Par pouvoir** : Lucie CAYREFOURCQ à Maïté SALVI – Jean GRASPAIL à Julien NIGON – Martine SIMON à Géraldine VIDAL

**Absent** : Jean-Michel DUZER

Monsieur Pierre PEPOUEY a été désigné en qualité de secrétaire (art. L.2121-15 du CGCT).

Le procès-verbal du conseil municipal du 2 juillet 2025 est approuvé à l'unanimité.



**COMMUNE DE BOURS**  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SEANCE DU 15 OCTOBRE 2025**

**2025/10/01 - SOLLICITATION DU FONDS D'AIDE AUX COMMUNES AU TITRE DU RELIQUAT 2025 AUPRES DE LA CA TARBES-LOURDES-PYRENEES**

Vu la délibération du Conseil Communautaire, en date du 28 juin 2017 et les décisions modificatives s'y rapportant, instaurant le fonds de concours, destiné à apporter un soutien financier à ses communes membres,

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée que la commune a décidé de réaliser les travaux suivants :

- Réfection des trottoirs au quartier Lahitte
- Réfection de la toiture de la chapelle de l'église

À ce titre, monsieur le maire propose de solliciter l'attribution d'une aide auprès de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et d'approuver le plan de financement suivant :

- Coût prévisionnel total des opérations : 28 249.00 € HT
- Subvention demandée au titre du Fonds d'aide aux communes : 10 000 € soit 35 %
- Autres subventions demandées au conseil départemental et le solde en part communale.
- 

L'exposé du maire entendu et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

**Article 1** : Décide de valider la demande du fonds d'aide aux communes auprès de la CA TLP et le plan de financement précité et autorise monsieur le maire à effectuer toutes les démarches et signatures nécessaires.

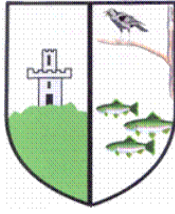
**Article 2** : autorise Mr le Maire ou en cas d'empêchement, Mme la 1<sup>ère</sup> adjointe, à accomplir toute démarche et à signer tous documents relatifs à cette délibération.

**APPROUVÉE (Transmise en préfecture le 17/10/2025 – AR065-216501080-20251015-DEL2025\_7-DE)**

**2025/10/02 - AUTORISATION DE SIGNATURE POUR CONTRAT DE PRESTATIONS AVEC LA FEDERATION LEO LAGRANGE – ANNEE SCOLAIRE 2025-2026**

L'accueil périscolaire à l'école effectué en partenariat avec la Fédération départementale LEO LAGRANGE depuis la rentrée 2022 accepté par délibération en date du 22 juin 2022 a été très bien accepté par les parents d'élèves et se révèle toujours très positif.

Il est donc proposé de renouveler ce partenariat pour une nouvelle année scolaire dans les mêmes conditions suivant un budget prévisionnel d'un montant maximum de 28 876.00 € TTC.



**COMMUNE DE BOURS**  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SEANCE DU 15 OCTOBRE 2025**

En cas de besoin ou fluctuation significative de la fréquentation à la hausse ou à la baisse, la convention pourra être amendée aux moyens d'avenants et un nouveau budget pourra être proposé.

L'exposé entendu et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

**Article 1 :** accepte le renouvellement de l'accueil de loisirs associé à l'école pour la rentrée 2025-2026 par un partenariat avec la Fédération Départementale LEO LAGRANGE et autorise M. le maire à signer la convention.

**Article 2 :** autorise M. le maire ou Mme la 1<sup>ère</sup> adjointe, à accomplir toute démarche et à signer tous documents relatifs à cette délibération.

**APPROUVÉE (Transmise en préfecture le 17/10/2025 – AR065-216501080-20251015-DEL2025\_6-DE)**

**2025/10/03 - MISE A DISPOSITION DE LA SALLE DES FÊTES POUR L'ANIMATION DE COURS COLLECTIFS DE REMISE EN FORME**

Vu la demande formulée par une entreprise privée auprès de la mairie en date du 7 avril et 30 juillet 2025 pour la mise en place d'activités sportives collectives au sein de la salle des fêtes du village à compter du mois de septembre 2025.

Vu que la salle des fêtes est inoccupée en semaine, notamment les lundis, mardis et jeudis,

Vu que Mme PERES, représentant l'entreprise Ômélia, a réalisé toutes les formalités administratives nécessaires à la création d'activité ayant pour objet l'animation de cours collectifs de remise en forme pour tous publics (fitness dansé, pilates, step et yoga) et considérant que cette activité représente un intérêt pour la communauté et l'animation du village, permettant ainsi aux habitants d'accéder à une offre sportive encadrée et de proximité, il est proposé de permettre à Mme PERES d'occuper la salle des fêtes pour l'organisation de cours collectifs de remise en forme.

Afin de pouvoir lancer son activité et de pouvoir chiffrer précisément les charges pour la commune liées à cette activité (électricité pour l'éclairage et chauffage), une période de gratuité sera observée durant quatre mois.

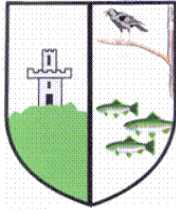
Il est proposé d'établir une redevance d'occupation de la salle des fêtes à partir du mois de janvier 2026, redevance qui sera définie à la prochaine assemblée délibérante, une fois les charges relatives à l'activité connues.

L'exposé du maire entendu et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

**Article 1 :** autorise monsieur le maire à signer la convention pour l'occupation de la salle des fêtes avec l'entreprise Ômélia.

**Article 2 :** autorise Mr le Maire ou en cas d'empêchement, madame la 1<sup>ère</sup> adjointe, à accomplir toute démarche et à signer tous documents relatifs à cette délibération.

**APPROUVÉE (Transmise en préfecture le 17/10/2025 – AR065-216501080-20251015-DEL2025\_4-DE)**



**COMMUNE DE BOURS**  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SEANCE DU 15 OCTOBRE 2025**

**2025/10/04 - ADHÉSION DE LA COMMUNE AU SERVICE COMMUN  
UNIQUE D'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS DU DROIT DES SOLS (ADS)  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES**

Vu la loi ALUR (Accès au Logement pour un Urbanisme Rénové), promulguée le 24 mars 2014, qui dispose qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015, les services de l'Etat ne sont plus mis à disposition gratuitement des communes dotées d'un PLU, d'un POS ou d'une carte communale approuvée lorsque ces communes sont membres d'un EPCI de plus de 10 000 habitants.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5211-4-2 qui dispose qu'en dehors même des compétences transférées, il est possible à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres de se doter de services communs, notamment pour l'instruction des décisions prises par le Maire au nom de la commune ;

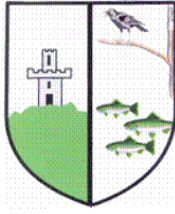
Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment l'article R.423-15 qui prévoit que les communes peuvent charger l'EPCI d'instruire les demandes d'autorisations et actes prévus au Code de l'urbanisme en matière de droit des sols et qui permet donc d'envisager la création par la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées d'un service commun d'instruction des actes et autorisation d'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté n°65-2016-08-03-00 du 03 août 2016 portant création d'une nouvelle communauté d'agglomération issue de la fusion de la communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des communautés de communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric ;

Monsieur le maire rappelle aux membres du conseil municipal qu'en application des dispositions susvisées, les EPCI fusionnées regroupant plus de 10 000 habitants, soit la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes et les communautés de communes du Pays de Lourdes et du Canton d'Ossun, avaient créé des services communs d'instruction ADS pour leurs communes membres ne bénéficiant plus de la mise à disposition gratuite des services de l'Etat à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015 ;

Considérant que les modalités de fonctionnement de ces services communs, fixées par conventions, sont différentes pour chaque service et qu'il est nécessaire de les harmoniser ;

Considérant que la création, au 1<sup>er</sup> janvier 2017, de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (CATLP) met fin à la mise à disposition gratuite des services de l'Etat au 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour l'instruction ADS au bénéfice des communes membres des autres EPCI fusionnées et disposant d'un PLU, d'un POS, ou d'une carte communale approuvés à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2017.



**COMMUNE DE BOURS**  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SEANCE DU 15 OCTOBRE 2025**

Le Conseil Communautaire de l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, par délibération n° 9 du jeudi 30 novembre 2017, a décidé de la création d'un service commun unique d'instruction des autorisations du droit des sols pour les communes membres de la CATLP.

La création de ce service commun s'inscrit dans une logique de solidarité intercommunale et de mutualisation des moyens.

De manière générale, ce service commun sera chargé de l'ensemble de la procédure d'instruction des autorisations et actes, à compter du dépôt de la demande auprès de la commune jusqu'à la notification par le maire de sa décision, ainsi que, sous certaines conditions, du suivi du contrôle des travaux réalisés par les pétitionnaires en application des décisions.

Le service commun assurera également une veille juridique dans le domaine de l'urbanisme et pourra appuyer les services municipaux.

La mise en place du service commun d'instruction ADS ne constitue pas un transfert de compétence, ne modifie en rien les compétences et obligations du maire en matière d'urbanisme, notamment en ce qui concerne l'accueil de ses administrés, la réception des demandes des pétitionnaires et la délivrance des actes, qui restent de son seul ressort.

Le service commun, placé sous la responsabilité du Président et du Directeur Général des Services de la communauté d'agglomération, sera assuré et financé par la CATLP qui gèrera également la facturation du coût de ce service auprès des communes adhérentes, au prorata du nombre d'actes instruits pour les communes de plus de 2000 habitants ou au prorata de la population pour les communes de moins de 2000 habitants.

La population de la commune étant inférieure à ce seuil, ce sera donc le coût à la population qui s'appliquera.

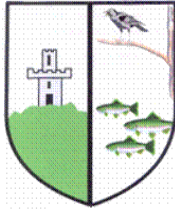
La contribution de la commune sera calculée à partir du coût réel du service forfaitairement au prorata de la population de la commune par rapport à la population de l'ensemble des communes bénéficiant du même service, et révisable chaque année.

Les tarifs pouvant bien sûr être revalorisés en fonction de l'évolution éventuelle des moyens nécessaires à sa mise en œuvre.

Un projet de convention a été élaboré.

Cette convention annule et remplace les conventions existantes passées entre la commune et l'ex CAGT.

Elle prévoit la création du service commun à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, précise son financement et les attributions des agents rattachés à ce service dont la gestion relève de la CATLP ; elle détaille le champ d'application, les missions dévolues au service ADS et celles restant de la compétence du maire ; elle détermine les modalités d'intervention de la commune et de la CATLP dans le cas de contentieux ou recours.



**COMMUNE DE BOURS**  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SEANCE DU 15 OCTOBRE 2025**

L'exposé du maire entendu et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

**Article 1 :** DECIDE d'adhérer, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, au service commun unique chargé de l'instruction des demandes d'autorisations du droit des sols mis en place par la CATLP pour les communes membres.

**Article 2 :** DECIDE d'approuver la convention régissant les principes de ce service entre la commune et la CATLP.

**Article 3 :** AUTORISE M. le maire à signer cette convention jointe en annexe ainsi que tout document relatif à ce dossier (avenants, titre ou mandat, ...).

**Article 4 :** AUTORISE M. le maire à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

**Article 5 :** autorise Mr le Maire ou en cas d'empêchement, madame la 1<sup>ère</sup> adjointe, à accomplir toute démarche et à signer tous documents relatifs à cette délibération.

**APPROUVÉE (Transmise en préfecture le 17/10/2025 – AR065-216501080-20251015-DEL2025\_3-DE)**

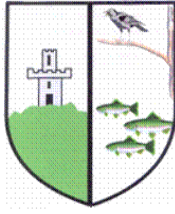
## **2025/10/05 - PARTICIPATION AU FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT**

Monsieur le maire expose que le Fonds de Solidarité Logement (FSL) permet de venir en aide aux personnes en difficulté pour accéder ou se maintenir dans un logement indépendant et décent. Il leur accorde des aides financières lorsqu'elles se trouvent dans l'impossibilité d'assumer le paiement des loyers, des charges et des frais d'assurances locative ainsi que le paiement des charges liées à la fourniture d'eau, d'énergie et de service téléphoniques.

Depuis plusieurs années, le montant sollicité auprès des communes a été minoré, afin de gérer au plus près le budget nécessaire au bon fonctionnement du fonds. Lors de l'examen du budget prévisionnel 2025, le Comité de pilotage FSL du 10 avril a émis un avis favorable pour réévaluer la participation financière des communes. Elle sera augmentée progressivement sur trois ans pour retrouver le niveau approuvé par la délibération du 1<sup>er</sup> avril 2005 au moment du transfert de compétence FSL de l'Etat aux départements.

En effet, le nouveau règlement intérieur FSL, adopté par délibération de la commission permanente du conseil départemental en date du 31 janvier 2025 permet aujourd'hui de répondre davantage aux besoins du territoire et au public en situation de grande vulnérabilité.

La contribution de la commune pour l'année 2025 s'élève à 356.00 €.



**COMMUNE DE BOURS**  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SEANCE DU 15 OCTOBRE 2025**

L'exposé du maire entendu et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

**Article 1** : décide d'approuver la participation de la commune de BOURS au FSL pour un montant de 356.00 € pour l'année 2025.

**Article 2** : autorise Mr le Maire ou en cas d'empêchement, madame la 1<sup>ère</sup> adjointe, à accomplir toute démarche et à signer tous documents relatifs à cette délibération.

*APPROUVÉE (Transmise en préfecture le 17/10/2025 – AR065-216501080-20251015-DEL2025\_2-DE)*

**2025/10/06 - DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DES AMENDES DE POLICE**

Les amendes de police relatives à la circulation routière prélevées sur les recettes de l'Etat sont réparties par le Conseil Départemental au bénéfice des communes de moins de 10 000 habitants, en vue de financer des opérations destinées à améliorer la sécurité et les conditions de circulation des points singuliers du réseau routier.

Chaque année, le Département procède à la répartition des amendes de police, aussi, pour cette année, il est proposé de solliciter une aide, à son plus haut niveau possible, auprès du Département au titre de la répartition du produit des amendes de police pour de la fourniture de voirie (panneaux de signalisation et un radar pédagogique) ainsi que du marquage axial.

Les frais engagés pour les opérations de sécurisation des voiries dans la commune s'élèvent à 15 678 € HT.

L'exposé entendu et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

**Article 1** : autorise monsieur le maire à solliciter une subvention auprès du Conseil Départemental au titre de la répartition du produit des amendes de police pour l'opération susvisée.

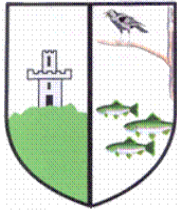
**Article 2** : autorise M. le maire ou Mme la 1<sup>ère</sup> adjointe, à accomplir toute démarche et à signer tous documents relatifs à cette délibération.

*APPROUVÉE (Transmise en préfecture le 17/10/2025 – AR065-216501080-20251015-DEL2025\_5-DE)*

**2025/10/07 - DEMANDE D'ADMISSION DE LA COMMUNE DE BARBAZAN DESSUS A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES (CA TLP)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 5211-18 et L 5214-26.





**COMMUNE DE BOURS**  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SEANCE DU 15 OCTOBRE 2025**

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016, portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de plusieurs communautés (Grand Tarbes, Pays de Lourdes, Canton d'Ossun, Bigorre-Adour-Echez, Montaigu, Batsurguère, Gespe-Adour-Alaric et le Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric).

Vu la délibération du Conseil Municipal de Barbazan-Dessus en date du 13 juin 2025 demandant son adhésion à la CA TLP.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°1 de la CA TLP en date du 25 septembre 2025.

Monsieur le maire expose que la commune de Barbazan-Dessus a demandé son retrait de la Communauté de Communes du Val d'Arros et son adhésion à la CA TLP.

Elle considère qu'elle appartient au bassin de vie de la CA TLP. En effet que ce soit pour le commerce, l'enseignement, la culture, la sécurité incendie, les loisirs et les sports l'essentiel de sa population couvre ses besoins dans les équipements de notre agglomération.

A compter de la notification de la délibération de la communauté d'agglomération au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'admission de la nouvelle commune, dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

L'exposé du maire entendu et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

**Article 1** : DECIDE de se prononcer favorablement sur l'adhésion de la commune de Barbazan-Dessus à la CA TLP.

**Article 2** : autorise Mr le Maire ou en cas d'empêchement, madame la 1<sup>ère</sup> adjointe, à accomplir toute démarche et à signer tous documents relatifs à cette délibération.

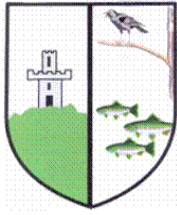
**APPROUVÉE (Transmise en préfecture le 17/10/2025 – AR065-216501080-20251015-DEL2025\_1-DE)**

**QUESTIONS DIVERSES**

Monsieur DURAND demande s'il existe une mutuelle communale mise en place.

Monsieur le maire lui répond qu'il existe une mutuelle départementale nommée ACTIOM à laquelle peuvent adhérer les habitants. Un article paraîtra sur le prochain Bours-Infos.





**COMMUNE DE BOURS**  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SEANCE DU 15 OCTOBRE 2025**

L'ordre du jour étant épuisé, aucune autre question diverse n'est abordée, la séance est levée à 19H45.

**DCM 2025/10/01** : Sollicitation du fonds d'aide aux communes au titre du reliquat 2025 auprès de la CA TLP.

**DCM 2025/10/02** : Autorisation de signature pour contrat de prestations avec la fédération Léo Lagrange.

**DCM 2025/10/03** : Mise à disposition de la salle des fêtes pour l'animation de cours collectifs de remise en forme.

**DCM 2025/10/04** : Adhésion de la commune au service commun unique d'instruction des autorisations du droit des sols (ADS) de la CA TLP.

**DCM 2025/10/05** : Participation au fonds de solidarité logement.

**DCM 2025/10/06** : Demande de subvention au titre des amendes de police.

**DCM 2025/10/07** : Demande d'admission de la commune de Barbazan Dessus à la CA TLP.

**Signatures**

Le maire,  
Julien NIGON

le secrétaire,  
Pierre PEPOUEY